

Informations de base	
2009/2527(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur le Sri Lanka Subject 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général Zone géographique Sri Lanka	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
05/02/2009	Décision du Parlement	T6-0054/2009	Résumé
05/02/2009	Résultat du vote au parlement		
05/02/2009	Débat en plénière		Résumé
05/02/2009	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2009/2527(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B6-0074/2009	03/02/2009	
Proposition de résolution		B6-0077/2009	03/02/2009	
Proposition de résolution		B6-0080/2009	03/02/2009	
Proposition de résolution		B6-0088/2009	03/02/2009	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T6-0054/2009	05/02/2009	Résumé

Résolution sur le Sri Lanka

2009/2527(RSP) - 05/02/2009 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

À la suite du débat qui a eu lieu en Plénière le même jour, le Parlement a adopté une résolution sur le Sri Lanka.

La résolution avait été déposée en vue de son examen en séance plénière par les groupes PPE-DE, ALDE, UEN, Verts/ALE.

Le Parlement rappelle que depuis le début de l'offensive militaire lancée par le gouvernement en octobre 2008, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (les TLET, une organisation séparatiste) ont reculé vers le nord, forçant les civils à progresser à l'intérieur du territoire qu'ils contrôlent, faisant des centaines de morts et prenant quelque 250.000 civils sous les tirs croisés meurtriers entre l'armée sri-lankaise et les TLET.

Dans la foulée, les coprésidents de la conférence de Tokyo (Norvège, Japon, États-Unis et UE) ont invité conjointement les TLET à discuter avec le gouvernement sri-lankais des modalités de la fin des hostilités, y compris le dépôt des armes, la renonciation à la violence, l'acceptation de l'offre d'amnistie du gouvernement sri-lankais et la participation en tant que parti politique à un processus permettant d'aboutir à une solution politique juste et durable. La conférence de Tokyo a également invité le gouvernement sri-lankais et les TLET à déclarer un cessez-le-feu temporaire afin de permettre l'évacuation des malades et des blessés.

Le Parlement estime que l'évolution récente de la situation pourrait marquer un tournant dans la crise que traverse le Sri Lanka. Il approuve la déclaration de la conférence de Tokyo et espère que la paix et la stabilité seront bientôt rétablies dans le pays.

Le Parlement est d'avis qu'une victoire militaire sur les TLET, telle qu'envisagée par le gouvernement sri-lankais, ne dispensera pas de la nécessité de trouver une solution politique en vue de garantir une paix durable. Sachant que, selon Amnesty International, tant les forces gouvernementales que les TLET enfreignent les règles de la guerre en déplaçant des civils et en les empêchant de fuir vers des zones plus sûres, le Parlement demande au gouvernement et aux TLET de se conformer aux règles de la guerre, de réduire à un minimum les atteintes aux civils pendant les opérations militaires et de permettre immédiatement aux milliers de civils pris au piège dans la zone de conflit de circuler en toute sécurité et de bénéficier de l'aide humanitaire.

Le Parlement souligne également la nécessité d'une surveillance internationale afin d'évaluer les besoins humanitaires d'un quart de million de personnes prises au piège dans la région de Wanni et de garantir la distribution correcte de nourriture et de l'aide humanitaire en général.

Parallèlement, le Parlement réitère sa condamnation de l'abominable abus contre l'enfance consistant à enrôler des enfants-soldats et invite tous les groupes rebelles à cesser cette pratique, à libérer ceux qu'ils retiennent et à faire une déclaration de principe de ne plus recruter aucun enfant à l'avenir.

Il note également que, depuis le début de l'année 2009, l'assassinat d'un rédacteur en chef, Lasantha Wickramatunga, et l'attaque contre les locaux d'une chaîne de télévision indépendante populaire ont abouti à la paralysie des médias. Il demande dès lors des améliorations dans la défense de la liberté de la presse dans ce pays.

Il exhorte en outre le gouvernement à s'atteler d'urgence à la suppression des mines antipersonnel dont la présence peut constituer un obstacle sérieux au redressement du pays. Le gouvernement sri-lankais est ainsi appelé à signer la convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi des mines antipersonnel.

Enfin, le Parlement se félicite de l'engagement pris par le gouvernement sri-lankais d'un important transfert de pouvoirs aux provinces, ce qui permettra aux zones à prédominance tamoule mais aussi à d'autres régions d'exercer un contrôle plus important sur leur administration dans un pays uni.